

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 12 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORIANCE (exCYEL)- SOA

10 allée Bienvenue

93160 Noisy-le-Grand

Références : 2023/0424
Code AIOT : 0006506112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement CORIANCE (exCYEL)- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 17/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de

restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection du 25 mai 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (exCYEL)- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m³ et 2 500 m³
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse	Autre du 25/05/2022	/	Sans objet
3	Sécheresse	Autre du 25/05/2022	/	Sans objet
4	Sécheresse	Autre du 25/05/2022	/	Sans objet
5	Sécheresse	Autre du 25/05/2022	/	Sans objet
6	Sécheresse	Autre du 25/05/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il appartient à l'exploitant de mettre en oeuvre les mesures permettant de se conformer à la cible de prélèvement d'eau autorisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

[...]

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Réseau d'eau : 30 000 m³

Constats :

L'exploitant a prélevé 34 297 m³ en 2022, et dépasse donc le volume prescrit par l'arrêté ci-dessus. Il précise que de l'ordre de 800 à 1 000 m³ sont utilisés pour les tests des RIA.

Il indique que les prélèvements en eau sont pour très large partie dûs à la compensation des volumes perdus lors des fuites ou des travaux, et qu'en raison de la nécessaire étape d'adoucissement de l'eau, la gestion de l'eau constitue un enjeu économique fort.

Le tableau ci-dessous récapitule les consommations d'eau.

	EAU Bellevues (m3) 2019		EAU Bellevues (m3) 2020		EAU Bellevues (m3) 2021		EAU Bellevues (m3) 2022		
	Eau Brut	Eau Adoucie	Eau Brut	Eau Adoucie	Eau Brut	Eau Adoucie	Eau Brut	Eau Adoucie HP	Eau Adoucie BP
Janvier			1 684	1 416	2 952	2 369	5 180	4 897	283
Février			3 342	3 017	4 196	3 980	5 270	3 803	778
Mars			967	645	3 521	3 390	5 072	1 843	2 183
Avril			3 745	3 450	8 464	7 274	3 341	1 382	1 143
Mai			3 325	3 087	5 287	4 702	1 726	266	1 196
Juin			2 048	1 934	4 510	4 040	1 039	385	627
Juillet			1 633	1 467	4 885	4 375	1 049	139	928
Août			2 323	2 080	3 719	3 136	1 317	57	1 159
Septembre			2 815	1 271	3 861	3 544	2 510	218	2 148
Octobre	1 084	1 053	2 013	2 099	2 001	1 669	2 834	218	2 437
Novembre	3 075	2 643	1 624	1 457	5 115	4 643	2 208	141	1 882
Décembre	1 645	1 265	5 884	5 437	6 285	5 728	2 751	271	2 187
Total	5 804	4 961	31 403	27 360	54 796	48 850	34 297	13 620	16 951

Augmentation consommation d'eau

2 021	Création d'un maillage périphérique de 3 km de réseau à Cergy-Pontoise, en DN 400, Rénovation de 3,5 km de réseau existant, pour le passage en basse température du réseau.
2 022	Rénovation de près de 3km de réseau à Eragny, avec grossissement, dans le cadre du passage en basse température du réseau d'Eragny

L'exploitant indique que des investissements importants ont été réalisés récemment afin de diminuer les déperditions d'eau et d'énergie. Ainsi, le réseau est passé progressivement en basse pression (soit 60 km, ce qui nécessite le changement des sous-stations). L'exploitant indique avoir également rajouté des vannes, permettant d'isoler plus finement les tronçons fuyards. Ces travaux expliquent la baisse notable de consommation ces 3 dernières années. Il indique avoir peu de leviers pour déplacer dans le temps les prélèvements d'eau, dans la mesure où la DSP lui impose une disponibilité du réseau et les fuites sont par nature fortuites.

Il indique que le système de traitement des cendres a fait l'objet d'un investissement afin de pouvoir réinjecter l'eau utilisée (de l'ordre de 2,5 m3/jour). La possibilité de réutiliser l'eau vidangée lors des maintenances des chaudières fait l'objet d'une étude économique encore en cours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Autre du 25/05/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de la consommation d'eau,
Constats : L'exploitant suit quotidiennement sa consommation et est en mesure de communiquer ses relevés hebdomadaires de prélèvements et de consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : Autre du 25/05/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau
Constats : L'exploitant n'a pas prévu à ce stade de mesures de réduction des prélèvements d'eau spécifiquement en cas de sécheresse. Cependant (voir point de contrôle n°1), l'exploitant a réalisé et continue de réaliser des investissements pour diminuer sa consommation d'eau sur l'ensemble de l'année. Les reports de travaux sur le réseau ne sont possibles qu'au cas par cas. En cas de fuite, l'exploitant agit généralement au plus vite afin de limiter les pertes, ce qui entraîne de fait, une fois la réparation achevée, un nouveau prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Autre du 25/05/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets
Constats : L'exploitant n'a pas prévu de mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets. Dans la mesure où les rejets auqueux de l'exploitant sont principalement issus des sanitaires de l'exploitation, la sécheresse n'a que très peu d'impact sur la concentration des rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Autre du 25/05/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau à l'inspection sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
Constats : L'exploitant suit quotidiennement par télérelève sa consommation et est en mesure de communiquer ses relevés hebdomadaires de prélèvements et de consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Autre du 25/05/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures générales en cas de passage du seuil de vigilance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise
Constats : A date de l'inspection, les seuils de vigilance ne sont pas encore atteints dans le Val d'Oise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet